

Publications périodiques

Comptes annuels

SVENSKA HANDELSBANKEN AB

Société anonyme à responsabilité limitée au capital de 2 899 132 998 couronnes suédoises (SEK).

Siège social : 106-70 Stockholm (Suède).

I. — Bilan consolidé du groupe au 31 décembre 2017.

(En millions de SEK.)

Actif	Notes	2017	2016
Caisse et avoirs auprès des banques centrales		226 314	199 362
Autres prêts aux banques centrales	Note G14	38 920	25 527
Titres productifs d'intérêts éligibles comme garanties auprès de banques centrales	Note G17	129 006	97 205
Prêts à d'autres établissements de crédit	Note G15	20 250	31 347
Crédits à la clientèle	Note G16	2 065 761	1 963 622
Variation de valeur de la couverture de risque de taux dans la couverture d'exposition du portefeuille		36	35
Obligations et autres titres productifs d'intérêts	Note G17	49 601	63 909
Actions	Note G18	14 052	20 412
Participations dans des sociétés associées	Note G19	297	255
Éléments d'actif, dont le risque de variation de valeur est supporté par le seul souscripteur	Note G20	135 617	118 646
Instruments dérivés	Note G22	56 070	82 633
Actifs de réassurance		14	9
Immobilisations incorporelles	Note G24	9 861	9 393
Immobilisations corporelles	Note G25	2 238	2 387
Actifs d'impôts exigibles		242	38
Actifs d'impôts différés	Note G34	399	962
Actifs disponibles à la vente			1
Actifs nets au titre des pensions	Note G8	1 239	-
Autres actifs	Note G26	10 715	5 615
Charges payées d'avance et produits à recevoir	Note G27	6 345	6 222
Total actif	Note G39	2 766 977	2 627 580

Passif et capitaux propres	Notes	2017	2016
Dettes envers les établissements de crédit	Note G28	174 820	178 781
Dépôts et emprunts auprès du public	Note G29	941 967	829 336
Éléments de passif dont le risque de variation de valeur est supporté par le seul souscripteur	Note G30	135 617	118 745
Titres émis	Note G31	1 276 595	1 261 765
Instruments dérivés	Note G22	24 876	31 738
Positions courtes	Note G32	2 072	1 572
Passifs d'assurance	Note G33	549	574
Passifs d'impôts exigibles		394	514
Passifs d'impôts différés	Note G34	6 853	7 875
Provisions	Note G35	153	731
Passifs nets au titre des pensions	Note G8	-	2 161
Autres passifs	Note G36	15 863	9 427
Charges à payer et produits constatés d'avance	Note G37	12 718	14 580
Passifs subordonnés	Note G38	32 896	33 400
Total passif	Note G39	2 625 373	2 491 199
Intérêts minoritaires		11	6
Capital social		3 013	3 013
Réserve pour primes d'émission		5 629	5 628
Réserves		8 106	9 268
Bénéfices non distribués		108 746	102 222
Bénéfice de l'exercice, attribuable aux actionnaires de Svenska Handelsbanken AB		16 099	16 244
Total capitaux propres		141 604	136 381
Total passif et capitaux propres		2 766 977	2 627 580

Traduction assermentée N° 4900, 02/01/2019.

II. — Compte de résultat consolidé du groupe.

(En millions de SEK.)

	Notes	2017	2016
Produit d'intérêts	Note G3	42 092	39 950
Charge d'intérêts	Note G3	-12 326	-12 007
Produits d'intérêts nets		29 766	27 943
Produits d'honoraires et de commissions	Note G4	11 539	10 780
Charges d'honoraires et de commissions	Note G4	-1 821	-1 624
Produits d'honoraires et de commissions nets		9 718	9 156
Plus/Moins-values nettes sur transactions financières	Note G5	1 271	3 066
Résultat des produits à risque – assurances	Note G6	142	142
Autre revenu de dividendes		591	228
Participation au résultat des sociétés associées	Note G19	214	25
Autres produits	Note G7	172	203
Total produits		41 674	40 763
Charges de personnel	Note G8	-12 472	-12 542
Autres charges	Note G9	-5 889	-5 401
Dotation aux amortissements et aux provisions pour dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	Note G24, G25	-619	-495
Total charges		-18 980	-18 438
Bénéfice avant pertes sur prêts		22 694	22 325
Pertes sur prêts nettes	Note G10	-1 683	-1 724
Plus/Moins-values sur cession d'immobilisations corporelles et incorporelles	Note G11	14	32
Bénéfice d'exploitation		21 025	20 633
Impôts	Note G34	-4 923	-4 401
Bénéfice de l'exercice des activités courantes		16 102	16 232
Bénéfice de l'exercice enregistré par les activités abandonnées, après impôt	Note G12	-	13
Bénéfice de l'exercice		16 102	16 245
Attribuable aux			
Actionnaires de Svenska Handelsbanken AB		16 099	16 244
Intérêt minoritaire		3	1
Bénéfice par action, sur activités poursuivies, en SEK	Note G13	8,28	8,42
Après dilution	Note G13	8,20	8,30
Bénéfice par action, sur activités abandonnées, en SEK	Note G13	-	0,01
Après dilution	Note G13	-	0,01
Bénéfice par action sur la totalité des activités, en SEK	Note G13	8,28	8,43
Après dilution	Note G13	8,20	8,31

Traduction assermentée N° 4900, 02/01/2019.

III. - Rapport du Commissaire aux comptes

À l'Assemblée Générale des Actionnaires de Svenska Handelsbanken AB (publ),
 Numéro d'identification de la société : 502007-7862

Rapport sur les comptes annuels et les comptes consolidés

Opinions

Nous avons vérifié les comptes annuels et les comptes consolidés de Svenska Handelsbanken AB (publ) pour l'exercice 2017. Les comptes annuels et les comptes consolidés de la société sont présentés aux pages 7 à 205 du présent document. À notre avis, les comptes annuels ont été établis conformément à la Loi suédoise sur les comptes annuels des établissements de crédit et des sociétés d'investissement et donnent une image sincère de la situation financière, dans tous ses aspects significatifs, de la société mère au 31 décembre 2017 ainsi que ses résultats financiers et flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément à la Loi suédoise sur les comptes annuels des établissements de crédit et des sociétés d'investissement. Les comptes consolidés ont été établis conformément à la Loi suédoise sur les comptes

annuels des établissements de crédit et des sociétés d'investissement et donnent une image sincère de la situation financière du Groupe, dans tous ses aspects significatifs, au 31 décembre 2017, ainsi que des résultats financiers et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à ladite date, conformément aux normes internationales d'information financière (IFRS), telles qu'adoptées par l'UE, et à la Loi suédoise sur les comptes annuels des établissements de crédit et des sociétés d'investissement

Un rapport de gouvernance d'entreprise a également été établi. Le rapport de gestion et le rapport de gouvernance d'entreprise sont concordants avec les autres sections des comptes annuels et des comptes consolidés, et le rapport de gouvernance d'entreprise est conforme à la Loi suédoise sur les comptes annuels des établissements de crédit et des sociétés d'investissement.

Nous recommandons par conséquent à l'Assemblée générale annuelle des actionnaires d'approuver les comptes de résultat et les bilans de la société mère et du Groupe.

Nos opinions exprimées dans le présent rapport sur les comptes annuels et les comptes consolidés sont conformes à la teneur du contenu du rapport complémentaire présenté au comité d'audit de la société mère selon l'article 11 du Règlement sur l'audit (537/2014).

Fondement de nos opinions

Nous avons procédé à nos vérifications conformément aux normes ISA (Normes Internationales d'Audit) et aux normes d'audit généralement admises en Suède. Nos responsabilités en vertu de ces normes sont décrites plus en détail dans la section Responsabilité du Commissaire aux comptes. Nous sommes indépendants de la société mère et du Groupe conformément au Code de déontologie des commissaires aux comptes en Suède et nous nous sommes sinon acquittés de nos responsabilités éthiques conformément à ces obligations. À notre connaissance, aucun service interdit visé à l'article 5.1 du Règlement sur l'audit (537/2014) n'a été fourni à la société auditée ni, le cas échéant, à sa société mère ou à des sociétés placées sous son contrôle dans l'UE. Nous estimons que les éléments probants recueillis durant notre audit sont suffisants et appropriés pour fonder nos opinions.

Autres éléments

L'audit des comptes annuels et des comptes consolidés de l'exercice 2016 a été effectué conjointement par KPMG AB et Ernst & Young AB, qui ont soumis ensemble un rapport de commissaires aux comptes en date du 16 février 2017, comportant des opinions non modifiées dans le rapport sur les comptes annuels.

Questions clés soulevées par l'audit

Les questions clés soulevées par l'audit sont celles qui, selon notre appréciation professionnelle, revêtaient le plus d'importance dans le cadre de notre vérification des comptes annuels et des comptes consolidés de l'exercice sous revue. Ces questions ont été prises en compte dans le cadre de notre audit des comptes annuels et les comptes consolidés dans leur globalité et dans la formulation de notre opinion sur ceux-ci ; nous ne présentons pas toutefois d'opinion sur chacune de ces thématiques. Notre description de la façon dont notre audit a traité chacune de ces questions est donnée dans ce contexte.

Nous avons également rempli les obligations décrites dans la section Responsabilité du Commissaire aux comptes en ce qui concerne la section Audit des états financiers de notre rapport en relation avec ces questions clés soulevées par l'audit. En conséquence, notre audit a inclut la réalisation de procédures destinées à répondre à notre évaluation des risques d'anomalies significatives dans les états financiers. Les résultats de nos procédures d'audit, y compris les procédures réalisées pour prendre en compte les questions décrites ci-dessous, constituent une base suffisante pour fonder notre opinion d'audit sur les états financiers ci-joints.

Octroi de prêts et provisions pour pertes sur prêts

Des informations détaillées et des énoncés de ces questions sont donnés dans les comptes annuels et les comptes consolidés. L'exposition au risque de crédit et la manière dont elle a été traitée sont décrites à la note G2, page 86. Les pertes sur prêts déclarées par le Groupe sont indiquées à la note G10. Des informations concernant la société mère sont présentées aux notes P2 et P10. Les principes comptables applicables au Groupe sont décrits à la section 10 de la note G1, page 76. La Note P1 atteste que les principes comptables appliqués par la société mère en matière d'octroi de prêts et de provisions pour pertes sur prêts sont conformes aux principes comptables du Groupe.

Description de question clé soulevée par l'audit

Le modèle économique de la Banque repose sur la prise de risques de crédit dans les activités de ses succursales. Le portefeuille de prêt du Groupe (société mère) s'élevait à 2 351 245 millions de SEK (1 686 023) au 31 décembre 2017, correspondant à 85 (84) pour cent de l'actif total. L'exposition totale au risque de crédit, y compris les engagements hors bilan, s'élève à 3 104 971 millions de SEK (2 519 148), correspondant à 112 (125) pour cent de l'actif total. La provision totale pour pertes probables sur prêts s'élevait à - 5 159 millions de SEK (- 4 941).

La provision pour pertes sur prêts représente la meilleure estimation de la Banque des pertes probables sur prêts à la date de clôture du bilan. La provision pour créances échues est estimée soit individuellement pour des prêts impayés ou collectivement pour des groupements ayant des prêts similaires. Des provisions spécifiques constituées pour des prêts évalués individuellement représentaient 91 (91) pour cent des pertes totales sur prêts.

L'essentiel des opérations sont des opérations de crédit et l'exposition au risque de crédit représente le plus grand risque pour la Banque. En outre, il existe une incertitude inhérente à la comptabilisation d'une provision pour pertes sur prêts. La comptabilisation est basée sur une hypothèse faite par la Banque quant à un grand nombre d'observations internes et externes, y compris des estimations des flux de trésorerie futurs. En raison de l'incertitude liée à cette hypothèse, cette question est considérée comme une question clé soulevée par l'audit de Svenska Handelsbanken.

Traitement de cette question dans l'audit

Nous avons examiné par sondage la conception et l'efficacité des principales procédures de contrôle appliquées au processus de crédit et aux décisions de crédit, à l'examen des crédits, au classement des notations ainsi qu'à l'identification et à la détermination des crédits pour lesquelles des provisions devraient être constituées. Les types de contrôles examinés incluent les contrôles manuels ainsi que les contrôles automatiques dans le système d'application. Nous avons également examiné les contrôles informatiques dans leur ensemble, y compris le traitement de l'autorisation et de l'accès des utilisateurs à ces systèmes.

Nous avons contesté les évaluations réalisées par la Banque concernant le montant recouvrable des flux de trésorerie futurs pour des provisions spécifiques constituées pour des prêts évalués individuellement.

Nous avons apprécié les hypothèses des modèles concernant les prêts évalués par le biais d'un modèle impliquant des provisions collectives. En outre, avons également vérifié par sondage les données d'entrée traitées par les modèles ainsi que le caractère raisonnable des estimations.

Nous avons apprécié les faits présentés dans les comptes annuels et les comptes consolidés ainsi que la pertinence des informations fournies à titre de descriptif des hypothèses utilisées par la Banque.

En outre, nous avons apprécié les travaux d'audit effectués par la fonction d'audit interne de Svenska Handelsbanken.

Évaluation de la juste valeur des instruments financiers lorsque des prix de marché ne sont pas disponibles

Des informations détaillées et des énoncés des questions clés soulevées par l'audit sont donnés dans les comptes annuels et les comptes consolidés. Des instruments financiers évalués à leur juste valeur sont spécifiés à la note G40 pour le Groupe et à la note P34 pour la société mère. Les principes comptables applicables au Groupe sont décrits à la section 9 de la note G1, page 76. La Note P1 atteste que les principes comptables appliqués par la société mère en matière d'instruments financiers évalués à leur juste valeur sont conformes aux principes comptables du Groupe.

Description de question soulevée par l'audit

Svenska Handelsbanken détient des instruments financiers évalués à leur juste valeur. La Banque détient des instruments financiers pour lesquels des prix de marché n'ont pas été disponibles, et dans ces cas, la juste valeur est déterminée par le biais de modèles d'évaluation basés sur des données de marché. Ces instruments financiers sont classés comme étant de niveau 2 selon la hiérarchie d'évaluation de juste valeur de la norme IFRS. Svenska Handelsbanken détient également des instruments financiers dont la juste valeur a été déterminée par le biais de modèles d'évaluation dans lesquels la valeur est tributaire de données d'entrée qui ne peuvent être vérifiées par référence à des données de marché extérieures. Ces instruments financiers sont classés comme étant de niveau 3 selon la hiérarchie d'évaluation de juste valeur de la norme IFRS.

Le Groupe (société mère) possède des actifs financiers et des passifs financiers classés comme étant de niveau 2 totalisant respectivement 64 491 millions de SEK (65 129) et 29 095 millions de SEK (48 990). Les actifs et passifs financiers classés comme étant de niveau 3 totalisaient respectivement 1 810 millions de SEK (1 682) et 552 millions de SEK (552).

La majorité des contrats de produits dérivés détenue par le Groupe, parmi lesquels figurent des swaps de taux d'intérêt et divers types de dérivés linéaires sur devises et d'obligations de société sont des instruments financiers classés comme étant de niveau 2. Les obligations de société et les contrats de produits dérivés classés comme étant de niveau 2 sont évalués par le biais de modèles d'évaluation basés sur des taux d'intérêt du marché et autres prix du marché. Les instruments financiers classés comme étant de niveau 3 consistent principalement en des parts non cotées dans des activités de coentreprise, des investissements dans le secteur des assurances ainsi que certains contrats de produits dérivés évalués par le biais de données non vérifiables. L'évaluation d'instruments financiers classés comme étant de

niveau 2 et de niveau 3 comporte des appréciations réalisées par la Banque, puisque des modèles d'évaluation sont utilisés. L'évaluation de ces instruments financiers est donc considérée comme constituant une question clé soulevée par l'audit.

Traitement de cette question dans l'audit

Nous avons examiné par sondage les principaux contrôles ponctuant le processus d'évaluation, y compris l'évaluation et l'approbation par la Banque des hypothèses et des méthodes utilisées dans des calculs basés sur des modèles, ainsi que le contrôle de la qualité des données et le traitement des évolutions des modèles d'évaluation internes. Les types de contrôles examinés incluent les contrôles manuels ainsi que les contrôles automatiques dans le système d'application.

Nous avons également examiné les contrôles informatiques dans leur ensemble, y compris le traitement de l'autorisation et de l'accès des utilisateurs à ces systèmes. Nous avons fait appel à nos spécialistes d'évaluation internes pour contester les méthodes et les hypothèses utilisées dans l'évaluation des instruments financiers lorsqu'aucune valeur de marché n'est disponible.

Nous avons apprécié les méthodes contenues dans les modèles d'évaluation en comparaison avec les directives applicables en matière de valorisations et les pratiques standard de la profession.

Nous avons comparé les hypothèses réalisées avec des points de références appropriés et des sources d'informations sur les prix et nous avons examiné tout écart significatif. Nous avons également vérifié l'exactitude des estimations en procédant par sondage et effectué nos propres évaluations indépendantes.

Nous avons apprécié les faits présentés dans les comptes annuels et les comptes consolidés ainsi que la pertinence des informations fournies à titre de descriptif des hypothèses utilisées par la Banque.

En outre, nous avons apprécié les travaux d'audit effectués par la fonction d'audit interne de Svenska Handelsbanken.

Autres informations

Le présent document contient également des informations autres que les comptes annuels et les comptes consolidés et celles-ci sont présentées aux pages 4 à 6 et 211 à 224. Le Conseil d'Administration et le Directeur Général sont responsables de ces autres informations.

Notre opinion sur les comptes annuels et les comptes consolidés ne couvre pas ces autres informations et nous ne donnons aucune assurance et n'exprimons aucune conclusion sur ces autres éléments.

Dans le cadre de notre vérification des comptes annuels et des comptes consolidés, il nous incombe de lire les informations désignées ci-dessus et de décider si les autres informations sont matériellement incompatibles avec les comptes annuels et les comptes consolidés. Dans le cadre de cette procédure, nous nous appuyons également sur nos connaissances acquises lors de l'audit et évaluons si ces informations contiennent des anomalies significatives.

Si, sur la base des travaux que nous avons effectués concernant ces informations, nous concluons que ces autres contiennent des anomalies significatives, nous avons le devoir de le signaler. Nous n'avons rien à signaler à ce titre.

Responsabilités du Conseil d'Administration et du Directeur Général

Le Conseil d'Administration et le Directeur Général sont responsables de l'établissement des comptes annuels et des comptes consolidés et de leur présentation fidèle et sincère conformément à la Loi suédoise sur les comptes annuels des établissements de crédit et des sociétés d'investissement et concernant les comptes consolidés, selon les normes IFRS telles qu'adoptées par l'UE. Le Conseil d'Administration et le

Directeur Général sont responsables des contrôles internes qu'ils estiment nécessaires à l'établissement de comptes annuels et de comptes consolidés exempts d'anomalies significatives, qu'elles résultent de fraudes ou d'erreurs.

Dans le cadre de l'établissement des comptes annuels et des comptes consolidés, le Conseil d'Administration et le Directeur Général sont responsables de l'appréciation de la continuité d'exploitation de la société mère et du Groupe. Ils divulguent, le cas échéant, des informations afférentes à la continuité d'exploitation et à l'application du principe de la continuité d'exploitation dans la comptabilité. Le principe de continuité d'exploitation ne s'applique pas si le Conseil d'Administration et le Directeur Général ont l'intention de liquider la société, de cesser l'activité ou s'ils n'ont pas d'autre possibilité réaliste que d'agir ainsi.

Le comité d'audit devra entre autres, sans préjudice des responsabilités et des tâches incombant en général au Conseil d'Administration, surveiller le processus de reporting financier de l'entreprise.

Responsabilité du commissaire aux comptes

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels et les comptes consolidés globalement ne comportent pas d'anomalies significatives, qu'elles résultent de fraudes ou d'erreurs, et d'émettre un rapport du commissaire aux comptes renfermant nos opinions. L'assurance raisonnable est un niveau d'assurance élevé, mais non une garantie que l'audit effectué selon les normes ISA et les normes d'audit généralement admises en Suède pourra toujours déceler une anomalie significative s'il en existe. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives si, individuellement ou dans leur ensemble, l'on pourrait raisonnablement croire

qu'elles influenceraient les décisions financières des lecteurs prises sur la base de ces comptes annuels et de ces comptes consolidés.

Dans le cadre de l'audit selon les normes ISA, nous exerçons notre appréciation professionnelle et maintenons un scepticisme professionnel tout au long de l'audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons le risque d'anomalies significatives dans les comptes annuels et les comptes consolidés, qu'elles résultent de fraudes ou d'erreurs, et nous définissons et réalisons des procédures d'audit en réponse à ces risques et recueillons des éléments probants durant notre audit qui sont suffisants et pertinents pour étayer nos opinions. Le risque de ne pas détecter une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que pour une anomalie résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, des faux, des omissions intentionnelles, des fausses déclarations ou le contournement des contrôles internes.
- Nous effectuons des analyses afin de comprendre les procédures de contrôle interne pertinentes pour notre audit dans le but de concevoir des procédures d'audit appropriées, mais non pour exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la société.
- Nous apprécions la pertinence des politiques comptables utilisés et le caractère raisonnable des estimations comptables et les informations connexes fournies par le Conseil d'Administration et le Directeur Général.
- Nous tirons des conclusions quant à l'utilisation par le Conseil d'Administration et par le Directeur Général du principe de continuité d'exploitation dans le cadre de l'établissement des comptes annuels et des comptes consolidés. Nous tirons également une conclusion, sur la base des éléments probants recueillis, sur l'existence ou non d'une incertitude significative concernant les événements ou les conditions qui pourraient faire planer le doute quant à la continuité de l'exploitation de la société et du Groupe. Si nous concluons à l'existence d'une telle incertitude significative, nous avons l'obligation d'attirer l'attention, dans notre rapport du commissaire aux comptes, sur les informations connexes contenues dans les comptes annuels et les comptes consolidés ou, si ces informations sont insuffisantes, de modifier notre opinion quant aux comptes annuels et aux comptes consolidés. Nos conclusions sont basées sur les éléments probants recueillis jusqu'à la date d'établissement de notre rapport du commissaire aux comptes. Cependant, des événements ou des conditions futurs peuvent conduire à la cessation de la continuité de l'exploitation d'une société ou d'un groupe.
- Nous évaluons la présentation, la structure et le contenu des comptes annuels et des comptes consolidés dans leur ensemble, y compris les informations fournies, et décidons si les comptes annuels et les comptes consolidés reflètent fidèlement et sincèrement les transactions et les événements sous-jacents.
- Nous recueillons des éléments probants suffisants et appropriés concernant les informations financières sur les entités ou les activités du Groupe pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de l'exécution de l'audit du Groupe. Nous demeurons seuls responsables de nos opinions.

Nous devons informer le Conseil d'Administration, entre autres, de la portée et du calendrier prévus de l'audit. Nous devons également l'informer des constatations significatives énoncées pendant notre audit, y compris des lacunes majeures en matière de contrôle interne que nous identifions.

Nous devons également fournir au Conseil d'Administration une déclaration attestant du fait que nous nous conformons aux règles pertinentes de déontologie tout en les informant de toutes relations et autres questions qui pourraient raisonnablement être considérées comme pouvant influencer sur notre indépendance, et le cas échéant, les garanties y afférentes.

À partir des informations partagées avec le Conseil d'Administration, nous déterminons les questions qui revêtent la plus grande importance dans l'audit des comptes annuels et des comptes consolidés, y compris les risques d'anomalies significatives évaluées comme étant les plus importants, et en conséquence considérés comme des questions clés soulevées par l'audit. Nous exposons ces questions dans le rapport du commissaire aux comptes à moins que des dispositions légales ou réglementaires en interdisent la divulgation, ou lorsque, dans de rares circonstances, nous décidons de ne pas divulguer un point dans le rapport du commissaire aux comptes, parce que l'on pourrait raisonnablement supposer que les conséquences néfastes d'une telle divulgation l'emporteraient sur l'intérêt général procuré par une telle communication.

Rapport sur d'autres obligations légales et réglementaires

Opinions

En plus de notre audit des comptes annuels et des comptes consolidés, nous avons également vérifié la gestion du Conseil d'Administration et du Directeur Général de Svenska Handelsbanken AB (publ) pour l'exercice 2017 et l'affectation proposée du bénéfice ou de la perte de la société.

Nous recommandons à l'Assemblée générale annuelle des actionnaires d'affecter le bénéfice (ou perte) selon la proposition soumise dans le rapport de gestion et de donner quitus aux membres du Conseil d'Administration et au Directeur Général pour l'exercice financier sous revue.

Fondement de nos opinions

Nous avons procédé à nos vérifications conformément aux normes d'audit généralement admises en Suède. Nos responsabilités en vertu de ces normes sont décrites plus en détail dans la section Responsabilité du Commissaire aux comptes. Nous sommes indépendants de la société mère et du Groupe conformément au Code de déontologie des commissaires aux comptes en Suède et nous nous sommes sinon acquittés de nos responsabilités éthiques conformément à ces obligations.

Nous estimons que les éléments probants recueillis durant notre audit sont suffisants et appropriés pour fonder nos opinions.

Responsabilités du Conseil d'Administration et du Directeur Général

Le Conseil d'Administration est responsable de la proposition d'affectation du bénéfice ou de la perte de la société. Lorsqu'il est proposé de distribuer un dividende, il convient de déterminer le caractère justifiable de ce dividende au vu des exigences que le type d'activité, la taille et les risques du Groupe imposent en matière d'importance des fonds propres de la société mère et du Groupe, de consolidation, de liquidités et au regard de leur situation en général.

Le Conseil d'Administration est responsable de l'organisation et de la gestion des affaires de la société. Cette mission inclut entre autres l'appréciation constante de la situation financière de la société et du Groupe et l'assurance que l'organisation du groupe est conçue pour garantir que la comptabilité, la gestion des actifs et toutes les autres transactions financières de la société sont contrôlées de façon rassurante.

Le Directeur Général gère l'administration des activités courantes selon les directives et les instructions données par le Conseil d'Administration et, entre autres, prend les mesures nécessaires à la préparation des comptes conformément à la loi et assure une gestion rassurante des actifs.

Responsabilité du commissaire aux comptes

Notre objectif concernant l'audit de la gestion et donc le quitus à donner, est de recueillir des éléments probants permettant d'apprécier avec un niveau d'assurance raisonnable si tout membre du Conseil d'Administration ou le Directeur Général a, de manière significative :

- pris toute mesure ou s'est rendu coupable de toute omission qui pourrait engager la responsabilité de la société, ou
- agi d'une quelconque manière en violation de la Loi suédoise sur les sociétés, la Loi suédoise sur les banques et le financement des entreprises, la Loi suédoise sur les comptes annuels des établissements de crédit et des sociétés d'investissement ou les Statuts de la Banque.

Notre objectif concernant l'audit d'affectation proposée du bénéfice ou de la perte de la société, nous permettant à ce titre de formuler une opinion à cet égard, est d'apprécier avec un niveau d'assurance raisonnable si la proposition est conforme à la Loi suédoise sur les sociétés.

L'assurance raisonnable est un niveau d'assurance élevé, mais non une garantie que l'audit effectué selon les normes d'audit généralement admises en Suède pourra toujours détecter des actions ou des omissions qui pourraient engager la responsabilité de la société, ou que l'affectation proposée du bénéfice ou de la perte de la société ne sera pas conforme à la Loi suédoise sur les sociétés.

Dans le cadre de l'audit effectué selon les normes d'audit généralement admises en Suède, nous exerçons notre appréciation professionnelle et maintenons un scepticisme professionnel tout au long de l'audit. L'examen de la gestion et de l'affectation proposée du bénéfice ou de la perte de la société repose essentiellement sur l'audit de la comptabilité. Les procédures d'audit supplémentaires mises en œuvre relèvent de notre appréciation professionnelle en prenant en considération de prime abord des questions telles que le risque et le principe de l'importance relative. Cela signifie que nous concentrons nos vérifications sur les actions, les domaines et les relations qui ont une importance au regard des transactions effectuées et où les écarts et les violations influeraient plus spécifiquement sur la situation de la société. Nous examinons et vérifions les décisions prises, les documents justificatifs servant à la prise de décisions, les actions entreprises et d'autres circonstances pertinentes à la formulation de notre opinion en matière de quitus. Pour fonder notre opinion sur l'affectation du bénéfice ou de la perte de l'entreprise proposée par le Conseil d'Administration, nous avons examiné la déclaration dûment motivée du Conseil d'Administration et une sélection d'éléments probants afin de pouvoir juger si la proposition était conforme à la Loi suédoise sur les sociétés.

La société Ernst & Young AB, Jakobsbergsgatan 24, 111 24 Stockholm, a été nommée commissaire aux comptes de Svenska Handelsbanken AB par l'assemblée générale annuelle des actionnaires qui s'est tenue le 29 mars 2017 et est commissaire aux comptes de la société depuis le 28 avril 1998.

PricewaterhouseCoopers AB, Torsgatan 21, 113 97 Stockholm, a été nommée commissaire aux comptes de Svenska Handelsbanken AB par l'assemblée générale annuelle des actionnaires qui s'est tenue le 29 mars 2017 et est commissaire aux comptes de la société depuis le 29 mars 2017.

Stockholm, le 16 février 2018

Ernst & Young AB
Jesper Nilsson
Commissaire aux comptes agréé

KPMG AB
Johan Rippe
Commissaire aux comptes agréé

Traduction assermentée N° 4436, 03/08/2017.

IV. - Rapport de gestion

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public à l'adresse de la Succursale : 8 avenue Félix Faure – 06000 Nice.